

Unité Interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 02 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SARL JUSTEAU Frères

1 rue Principale
49700 Louresse-Rochemenier

Références : EC-2023-154-INSP-JUSTEAU-Louresse Rochemenier-RAP
Code AIOT : 0006307558

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2023 dans l'établissement SARL JUSTEAU Frères, implantée ZA Les Justices 1 rue Principale 49700 Louresse-Rochemenier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL JUSTEAU Frères
- ZA Les Justices 1 rue Principale 49700 Louresse-Rochemenier
- Code AIOT : 0006307558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société JUSTEAU Terrassements est spécialisée dans le secteur du BTP, des travaux publics, de démolition et de désamiantage. Elle exploite un centre de transit de déchets d'amiante et une installation de concassage criblage de matériaux autorisés par arrêté préfectoral du 30 juillet 2015. La quantité autorisée de matériaux recyclés sur le site est de 15 000 t /an, 1 000 t pour le transit de déchets non dangereux et 400 t/an pour le transit de déchets d'amiante.

L'emprise totale du site est d'environ 3,6 ha répartie en deux secteurs.

L'un au nord qui comprend l'activité de recyclage de matériaux de déconstruction et de déchets de béton ainsi que les casiers de transit de déchets (papiers/cartons, bois, plastiques, plaques de plâtre, isolants).

L'autre au sud qui comprend le hangar à poudres, l'atelier de maintenance, les locaux administratifs et sociaux ainsi que la station de transit de déchets d'amiante. L'effectif de l'établissement JUSTEAU Terrassements est d'environ cent employés dont une vingtaine pour l'activité liée à l'amiante (administratif et technique).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite d'inspection du 1^{er} décembre 2016;
- Les contrôles réglementaires;
- La vérification de track déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites constats de la visite d'inspection du 1er décembre 2016	Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 4.41	/	Sans objet
4	Suites constats de la visite d'inspection du 1er décembre 2016	Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 7.6.5	/	Sans objet
5	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 2.10.1	/	Sans objet
6	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 2.11	/	Sans objet
7	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 3.2	/	Sans objet
8	Pévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 6.3	/	Sans objet
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 7.4.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suites constats de la visite d'inspection du 1er décembre 2016	Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 4.4.2	/	Sans objet
3	Suites constats de la visite d'inspection du 1er décembre 2016	Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 5.2.1	/	Sans objet
10	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 7.6.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Action nationale Trackdéchet	Code de l'environnement du 25/03/2021, article R.541-43	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont récentes, propres et bien entretenues. L'inspection des ICPE ayant constaté que les contrôles réglementaires fixés dans l'arrêté d'autorisation ne sont pas régulièrement suivis demande à l'exploitant de prendre des mesures pour s'assurer du suivi de ces contrôles.

L'inspection des ICPE a relevé sept écarts que l'exploitant s'est engagé à prendre en compte dans un délai de 3 mois :

- réaliser une analyse des rejets aqueux portant sur tous les paramètres fixés dans l'arrêté d'autorisation ;
- prendre l'attache du SDIS pour la réception de la réserve d'eau incendie présente sur le site ;
- transmettre le bilan d'annuel d'activités 2022 ;
- joindre un plan à jour des réseaux d'eaux du site ;
- lever et tracer les mesures correctives issus des observations du contrôle des installations électriques;
- réaliser une mesure des poussières diffuses lors de la prochaine campagne de concassage-criblage ;
- réaliser un contrôle des niveaux sonores lors de la prochaine campagne de concassage-criblage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites constats de la visite d'inspection du 1^{er} décembre 2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 4.41
Thème(s) : Risques chroniques, rejets d'eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : - pH 5,5-8,5 - Température < 30°C - Matières en Suspension – MES 35 mg/l - DCO 125 mg/l - Hydrocarbures totaux – HCT 5 mg/l - Métaux totaux 15 mg/l. L'exploitant s'assure de la conformité de ses rejets à ces valeurs limites par au moins une analyse annuelle. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration. Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Constat du 1er décembre 2016</u> : Les résultats de l'analyse des rejets d'eaux pluviales de mars 2017 transmises le 29 mars 2017 sont conformes à part un léger dépassement des MES 45 mg/l.</p>
<p>Constats : Les dernières analyses des eaux pluviales ont été réalisées le 22/11/2022. Les résultats sont conformes pour la DCO et Hydrocarbures totaux. Les métaux totaux et les matières en suspension n'ont pas été analysés. L'inspection des IPCE rappelle à l'exploitant la nécessité de contrôler tous les paramètres fixés dans son arrêté d'autorisation et lui demande de réaliser une analyse des rejets complète dans un délai de trois mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suites constats de la visite d'inspection du 1er décembre 2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les séparateurs décanteurs d'hydrocarbures sont équipés de vannes d'obturation automatique. Ils sont régulièrement entretenus conformément aux recommandations du constructeur. Les résidus de leur traitement sont éliminés en tant que déchets. Le bassin de décantation est équipé d'un dispositif d'obturation. Il est régulièrement entretenu. Les résidus de son traitement sont éliminés en tant que déchets.</p> <p><u>Constat du 1^{er} décembre 2016</u> : il était demandé de tenir à disposition de l'inspection des ICPE le justificatif d'entretien du séparateur d'hydrocarbures. Vu le bordereau de suivi de déchets du 02/03/2017, transmis par courrier du 29 mars 2017.</p>
<p>Constats : L'entretien du séparateur d'hydrocarbures est réalisé une fois par an. Le dernier date de septembre 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suites constats de la visite d'inspection du 1^{er} décembre 2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, stockage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La station de transit de déchets d'amiante est clôturée et accessible par un portail. Elle comprend : <ul style="list-style-type: none">- un hall couvert pour l'entreposage de l'amiante lié conditionnés en racks ou palettes filmés et étanches, big-bags spécifiques et en bennes équipées de body benne ;- une aire de déchets d'amiante libre conditionnés en big-bags spécifiques dans des conteneurs protégés contre les agressions mécaniques. Les déchets sont évacués régulièrement. Leur durée de stockage n'excède pas un mois suivant leur prise en charge sauf en cas d'impossibilité dûment justifié.
<u>Constat du 1^{er} décembre 2016 :</u> le portail d'accès à la station de transit de déchets amiantés n'était pas installé. Dans son courrier du 29 mars 2017, l'exploitant indiquait qu'il était posé.
Constats : Il a été constaté la pose du portail d'accès à la station de transit de déchets d'amiante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suites constats de la visite d'inspection du 1^{er} décembre 2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Indépendamment des moyens de défense propres aux installations, l'établissement dispose de moyens d'intervention adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un dispositif d'alarme permettant l'évacuation du personnel en cas de sinistre ; • des plans des locaux à jour (risques, zones dangereuses, moyens de protection et d'intervention, accès, réseaux, commandes des équipements, arrêts d'urgence... ainsi que tout autre information utile aux équipes d'intervention) ; • des extincteurs ; • une réserve d'eau enterrée de 300 m³, alimentée par les eaux pluviales des bâtiments positionnée de manière à ce que l'aire d'aspiration soit distante de moins de 100 m des installations classées par les voies praticables et moins de 200 m des installations non classées. L'emplacement et les caractéristiques techniques de cette réserve (volume, dispositifs d'aspiration, aire de stationnement) sont soumis pour avis au SDIS. <p><u>Constat du 1^{er} décembre 2016 :</u> la réserve d'eau enterrée n'était pas accessible. Il était demandé à l'exploitant de signaler la zone et l'aire d'aspiration. Dans son courrier en réponse du 29 mars 2017, l'exploitant indiquait que la zone était signalée et accessible en toutes circonstances par les pompiers.</p>
<p>Constats : L'inspection des ICPE a constaté que la réserve d'eau enterrée et qu'une aire d'aspiration du site étaient accessibles aux services de secours. Il manque toutefois un panneau de signalisation. Une réserve d'eau incendie communale a été aménagée à moins de 100 m du site. L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de poser un panneau de signalisation à la réserve d'eau du site et de prendre l'attache des services d'incendie et de secours pour la validation des ressources en eau du site dans un délai de trois mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 2.10.1
Thème(s) : Autre, Bilan annuel d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tous les 1^{er} mars, l'exploitant transmet une synthèse relative au fonctionnement de l'établissement au cours de l'année précédente dans laquelle figure notamment les surveillances de ses émissions et de leurs incidences sur chaque compartiment de l'environnement (bruits, air, eaux superficielles et souterraines, sols, sous-sols...) accompagnée des conclusions des analyses d'incidences qui résultent des évolutions apportées à l'établissement.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne communique pas régulièrement le bilan annuel d'activités. L'inspection des ICPE lui demande de transmettre le bilan annuel d'exploitation au titre de l'année 2022, dans un délai de trois mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 2.11
Thème(s) : Autre, Justificatifs tenus à disposition de l'inspection des Installations classées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect des dispositions du présent arrêté. Les justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En particulier, les documents suivants sont disponibles durant toute la vie de l'établissement sauf les pièces circonstanciées pour lesquelles une période de conservation différente peut être justifiée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dossier de demande d'autorisation et les demandes successives de modifications adressés au préfet ; • les plans de l'établissement à jour, en particulier ceux des réseaux ; • l'intégralité des actes et des décisions réglementaires de gestion de l'établissement, dont les arrêtés d'autorisation, d'enregistrements, les récépissés de déclaration, les pris actes... ; • les enregistrements, relevés et comptes-rendus de maintenance des équipements ; • la surveillance des installations et de son environnement. <p>Ces justificatifs peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'était pas en mesure de présenter les plans de l'établissement à jour notamment ceux des réseaux d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées et non polluées mentionnant l'emplacement des bassins enterrés, des séparateurs d'hydrocarbures, des points de rejet au milieu,... L'inspection des IPCE demande à l'exploitant de tenir à jour un plan du site et des réseaux d'eaux dans un délai de trois mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les mesures adaptées pour limiter et réduire les émissions diffuses de poussières générées par l'exploitation de ses installations. L'exploitant assure une surveillance des retombées de poussière. Les mesures de retombées des poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes qui consiste à recueillir les poussières, conformément aux dispositions de la norme NFX 43-007, version décembre 2008. Dans le cas des émissions diffuses de poussières, un réseau de plaquettes permettant de mesurer les retombées de poussières dans l'environnement est mis en place en périphérie de l'installation. Les résultats de mesures doivent rester inférieurs à 30 g/m²/mois. Un contrôle annuel des émissions diffuses de poussières est réalisé pendant la période sèche et représentative de l'activité de l'entreprise (groupe mobile de concassage-criblage en service).</p>
<p>Constats : Le dernier contrôle des émissions diffuses de poussières a été effectué en 2019 en présence du groupe mobile de concassage-criblage. Les résultats étaient conformes. L'exploitant indique qu'il y a très peu d'activités de concassage et criblage réalisées sur le site. Ces activités étant principalement effectuées sur un autre site du groupe JUSTEAU. L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de réaliser un contrôle des émissions diffuses de poussières lors d'une prochaine campagne de concassage-criblage réalisée sur le site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle de la situation sonore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique (niveaux sonores et émergences) des points listés dans l'étude d'impact permet de vérifier la pertinence et l'efficacité des mesures de protection phonique mises en place. Cette campagne de mesures est représentative des émissions de l'établissement réalisée lors du fonctionnement du groupe mobile de concassage-criblage. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers désignés dans l'étude d'impact ou les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel. En cas d'impossibilité justifiée d'exécuter ces mesures, les émergences sont calculées à partir des niveaux sonores mesurés en limite de propriété face à la zone à émergence réglementée concernée. L'exploitant rapproche et commente les résultats de ces mesures avec les valeurs attendues par l'approche théorique de son dossier de demande d'autorisation. En cas de dépassement des limites admises, il propose des mesures correctives correspondantes en précisant leurs délais de mise en service. Cette campagne de mesures est effectuée, par un organisme ou une personne qualifiée, dans un délai d'un an suivant la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, avec les commentaires de la part de l'exploitant.
Constats : Les activités bruyantes du site sont celles liées aux activités de concassage criblage de matériaux qui sont réalisées par campagne. La dernière campagne de mesures de bruits dont les résultats étaient conformes date de plus de trois ans. L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de réaliser une campagne de mesures de bruit lors de la prochaine campagne de concassage criblage de matériaux sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 7.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ... /... Une vérification des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.
Constats : Les installations électriques sont contrôlées régulièrement. Le dernier contrôle effectué par SPL date du 14 mars 2023. Deux observations ont été notées. Il convient de les lever et les formaliser dans un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2015, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens d'intervention sont judicieusement répartis dans l'établissement. Les équipements de protection individuelle sont conservés à proximité de leurs lieux d'utilisation, en dehors des zones dangereuses. Ces matériels sont en nombre suffisants et de qualité adaptée à la nature des risques rencontrés permettant l'intervention en cas de sinistre. Ils sont immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour. Tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels...) sont conformes aux normes en vigueur et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.
Constats : L'exploitant dispose d'extincteurs qui sont contrôlés tous les ans. Le dernier contrôle par Loire Incendie Sécurité date de mars 2022. Le prochain contrôle est programmé en mai 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Action nationale Trackdéchet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article R.541-43
Thème(s) : Autre, Vérification de trackdéchet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : voir article R541-43 du code de l'environnement Vérifier la présence du site, dans la base de données de déclarants concernés par les déchets dangereux.
Constats : Il a été vérifié la présence de l'établissement JUSTEAU dans la base de données Trackdéchet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet